



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



Programme Intégré REDD+ Equateur « UNJP /DRC/070/UNJP »

Réunion du Comité de Pilotage du PIREDD Equateur

7^e Edition

Mbandaka, le 23 octobre 2024

Communiqué final

Il s'est tenu ce mercredi 23 octobre 2024 dans la salle de conférence BEBE IYONGO du Gouvernorat de province de l'Equateur, la septième réunion du Comité de Pilotage du PIREDD-Equateur (COFIL).

Cette session a connu la participation de 50 personnes dont 47 ont participé en présentiel et Trois en ligne sur Zoom. En présentiel on a noté la participation des membres de l'exécutif provincial, les chefs de secteur et représentants des CARG, les membres du secrétariat technique permanent du COFIL, le représentant du Secrétaire Général à l'Environnement et Développement durable, le Chargé du Programme de la FAO, le représentant du FONAREDD ainsi que le représentant du CN – REDD. Ont participé en ligne sur Zoom, M. Joachim NZENGUE du CAFI, Arielle Nkodo, FAO et Jacinthe Balimwacha, FAO.

Organisée pour présenter les objectifs de la phase additionnelle ainsi que le Plan de Travail Budgétisé et Annuel de l'année 1 (PTBA 2024-2025), la 7^e session de COFIL a permis aussi de faire le bilan succinct de la phase initiale (2019-2024) et de formuler des recommandations pour l'atteinte des objectifs de la phase additionnelle.

1. LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Présidée par son Excellence Monsieur le vice-gouverneur, et gouverneur a.i. la session a été ouverte par l'hymne national suivi des discours de circonstance ci-après :

• *Le mot du Représentant Pays de la FAO*

Dans son mot de circonstance, Monsieur Henri-Paul Eloma a commencé par circonscrire le contexte de l'extension de la durée de mise en œuvre opérationnelle de PIREDD Equateur de 24



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



mois, soit de janvier 2024 à décembre 2025, avant de rappeler la nécessité de remédier aux dégâts causés par l'homme à la nature qui compromettent le bien-être des habitants de la terre. Des actions techniques de riposte envisagées par le projet ont été énumérées, notamment : adopter des méthodes d'afforestation en vue de la conquête des savanes ; la promotion de l'Agroforesterie ainsi que d'une agriculture durable et de conservation dans les jachères post-culturelles afin de contenir des nouveaux fronts de défrichement en forêts naturelles.

M. Henri Paul a poursuivi en précisant quelques actions clés qui seront menées lors de la phase additionnelle notamment l'apport des unités de transformation des produits agricoles pour l'amélioration de revenu des ménages bénéficiaires, un appui à la construction des bureaux de CLD ; la possibilité de recrutement de VNU pour réduire le risque de déplacement sur l'axe fluvial.

Pour clôturer son intervention, Monsieur Henri Paul a invité les parties prenantes à s'impliquer chacun en ce qui le concerne, pour l'atteinte des objectifs de la phase additionnelle, avant de remercier les partenaires financiers et les parties prenantes pour la collaboration afin de soutenir les populations de la RD Congo en général et celles de la province de l'Equateur en particulier à travers le Programme Intégré REDD+.

• Mot de circonstance de Mr le Directeur Général de Forêt (EDD), représentant du Secrétaire Général de l'environnement et Développement Durable

Prenant la parole, le Directeur Général Forêt a remercié chacun des participants au COPIL, signe d'un esprit de collaboration et de l'intérêt manifesté par toutes les parties prenantes à accompagner la phase additionnelle du PIREDD/Equateur afin de renforcer les impacts dudit programme.

• Mot d'ouverture de la septième session du COPIL par le Vice-gouverneur, Représentant du Gouverneur en Mission :

Intervenant pour le compte de son Excellence Monsieur le Gouverneur de Province, le Vice-Gouverneur a commencé par remercier les différentes délégations venues de Kinshasa comme



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



de l'intérieur de la province avant de souligner l'importance de la conservation des forêts dans la vie humaine à l'instars de celle du Jardin d'Eden où Dieu plaça l'homme pour son bien-être. Il a de manière particulière exprimé sa gratitude envers les partenaires financiers pour l'appui du PIREDD Equateur avant d'annoncer quelques recommandations et observations du Gouverneur qui se résument comme suit :

1. L'Autorité se réjouit de l'extension géographique du Projet sur Bansankusu et Bolomba ; ce qui répond à la vision de la province sur l'économie verte ;
2. L'Autorité a déploré l'indisponibilité des livrables de la première phase notamment, les différentes cartes produites, les différents PSAT produits, les PDL ;
3. La non-participation de la province à des réunions de haut niveau de mise en œuvre du projet et échanges d'expériences avec d'autres PIREDD à travers le pays ; d'où les recommandations suivantes de l'Autorité provinciale :
 1. Faire participer la province à toutes les réunions de décision de mise en œuvre du projet ;
 2. La révision de l'arrêté provincial n°2010/019/CAB/PROGOU/EQ/DC/PLB/2020 du 21 mars 2012 portant mis en place du COPIL de PIREDD Equateur afin de prendre en compte les chefs des nouveaux secteurs d'extension du projet et modifier la composition du Secrétariat technique permanent en intégrant la coordination provinciale de l'environnement en remplacement du conseiller du ministre provincial en charge de l'environnement et un expert de l'aménagement du territoire ainsi qu'un membre de la coordination d'étude et planification et suivi des actions des partenaires.
 3. Accorder une importance particulière à la sensibilisation des autorités politiques et administratives ainsi que des communautés cibles du projet ;
 4. Construire des bureaux de CLD ;
 5. Orienter les fonds de la Suède vers l'amélioration de vie des communautés pour accompagner la vision de l'économie verte prônée par la province ; ce qui implique la mise en œuvre de PSG et des PSAT déjà élaborés ;
 6. Que la phase additionnelle soit d'octobre 2024 à octobre 2026 pour le financement CAFI et jusqu'à octobre 2028 pour le financement suédois ;
 7. Organiser un COPIL particulier pour la validation du PTBA partie suède.

Le Vice-Gouverneur a fini son allocution en invitant les participants à plus d'abnégation et d'assiduité dans les différents travaux prévus.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



2. VALIDATION DE L'AGENDA

A la suite des mots de bienvenus et de l'ouverture de la septième session du COPIL, il en est suivi, la validation de l'agenda par les participants ainsi que la prise d'une photo de famille.

3. Bilan de la première phase

Le bilan de la première phase a été présenté par Monsieur Laurent Senga, chargé du programme de WWF et Chef de projet adjoint de PIREDD Equateur qui a commencé par circonscrire le contexte de mise en œuvre de PIREDD ainsi que la présentation des objectifs et zone d'intervention de programme avant de résumer les principaux résultats atteints par composante :

3.1. Composante Gouvernance

Cette composante avait pour but d'améliorer la gouvernance à travers le renforcement des capacités des services techniques décentralisés et la mise en place des structures communautaires de gestion (CLD et CARG) et d'assurer le respect des sauvegardes. Ainsi, la composante gouvernance a permis de (d') :

- Installer 305 comités locaux de développement (CLD), dont 165 CLD préexistants renforcés, 140 CLD installés, refondés, 10 CLD redynamisés ;
- Installer et/ou renforcer 6 comités agricoles ruraux de gestion dans les 6 secteurs du projet ;
- Installer 1 comité consultatif provincial de l'agriculture installé et 1 comité consultatif provincial des forêts existant rendu fonctionnel ;
- Produire 4 plans de développement local (PDL) et 1 plan de développement local des peuples autochtones pygmées (PDPAP) ;
- Elaborer 1 stratégie provinciale de lutte contre la déforestation
- Développer 1 mécanisme de gestion des plaines et recours (MGPR)
- Réaliser une étude d'impact environnementaux et sociaux (EIES)
- Elaborer une stratégie genre
- Recenser et mettre à contribution 80 Associations paysannes (AP)/ organisations paysannes (OP).



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



3.2. Composante Aménagement du territoire

La composante aménagement du territoire avait pour but, d'améliorer la gestion des ressources des territoires ciblés à travers une planification participative de l'utilisation et affectation des terres.

Il en résulte de cette composante :

- La production de 326 cartes participatives, dont 223 cartes obtenues avec l'appui de WWF
- 30 Plans simples d'aménagement du territoire (PSAT),
- La rédaction d'un document d'orientations stratégiques sur l'Aménagement du territoire, avec la facilitation de la Cellule d'appui technique à la réforme de l'aménagement du territoire (CAT)
- La production de 14 Plans simples de gestion (PSG) pour la planification des Concessions forestières des communautés locales (CFCL)
- La construction de 21 dalots sur l'axe Kalamba – Bokatola
- La sécurisation de 282.252 ha sous les CFCL

3.3. Composante Foresterie

La composante foresterie communautaire a eu un taux de réalisation de 97 %. Dans le cadre d'une revue prospective de l'aménagement du territoire, une déclaration de six gouverneurs ayant en commun les tourbières a été faite. En outre, 14 Plans simples de gestion finalisés, 131 micro-entreprises forestières PFNL créés, avec un effectif de 3930 membres) et enfin, 282 251, 05 ha des forêts communautaires, appartenant à 64 communautés.

3.4. Composante Agriculture

Pour ce qui est de la sensibilisation et le renforcement des capacités des services techniques étatiques décentralisés et des partenaires locaux de mise en œuvre sur la foresterie communautaire et la restauration des forêts, 28000 ménages, 30 agronomes et 693 fermiers planteurs ont été formés. Quant à la deuxième activité, qui est l'opérationnalisation des activités agricoles de conservation au niveau des terroirs villageois et des zones de développement rural sous PSE, elle s'est réalisée à 61 %, 1210 ha des cultures pérennes et 218 ha des cultures vivrières ont été installées. En lien avec cette composante, 55 associations féminines, avec un effectif de 1650 femmes ont participé à la démonstration des techniques agricoles innovantes et des procédés novateurs des produits agricoles (chikwangu améliorées et AVEC) ainsi que pour la vulgarisation et l'adoption des bonnes pratiques techniques respectueuses de la forêt.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



3.5. Composante Energie

La composante énergie a atteint 81 % des résultats globaux du cadre logique. Soixante pourcent (60 %) des foyers améliorés produits et distribués, soit 6017 foyers. Quant aux foyers améliorés, 33 foyers installés. En plus, un registre de boisement énergétiques est tenu pour permettre l'application d'une fiscalité préférentielle et différenciée, dans le cadre de l'appui au développement d'une filière bois énergie basée sur la traçabilité.

Quant à l'appui à la gestion des revenus communautaires générés grâce aux PSE, un document stratégique est élaboré. Alors que la mise en place des boisements énergétiques sous PSE dans les savanes, est réalisée à 30%, soit 909 ha. Cependant, la mise en défens des savanes arbustives et arborées en vue de la reconstitution naturelle des forêts est réalisée à plus de 100%, soit 8 043 ha mises en défens.

3.6. Composante Planification familiale

La composante démographie visait, la promotion de l'accès aux services de planning familial en faveur des populations locales et peuples autochtones.

La composante a réalisé de manière spécifique :

- 04 zones de santé abordées (Ntondo, Iboko, Ingende, Mbandaka)
- 3513 nouvelles acceptantes des méthodes contraceptives modernes
- 40 prestataires cliniques et 32 prestataires communautaires formés à la PF et administration des intrants
- Augmentation de 50% du taux de prévalence moderne (10% au départ du projet)
- 150 membres des CL et PAP formés en alphabétisation et apprentissage de métier (coupe couture) dans les secteurs des Elanga, Ekonda, Bokatola
- 108 enfants malnutris nourris durant les séances de formation à la nutrition et démonstration culinaire
- Mise en place du CTMP-PF

3.7. Leçons apprises

Après la présentation des principaux résultats, Monsieur Laurent Senga a résumé les leçons tirées en termes de force, limites/difficultés et les mesures d'atténuation.

Forces



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



- Le projet est inclusif et permet une représentativité des différentes parties prenantes (administration, communautés locales, société civile, ONG etc)
- Le projet a permis des réalisations certaines activités pour lutter contre la déforestation : amélioration du cadre de gouvernance, appui aux instances locales de gouvernance liées au secteur forêt et environnement, planification inclusive de l'aménagement du territoire, promotion et développement des pratiques agricoles durables post-jachère limitant la déforestation, la sécurisation des espaces de forêts de propriété communautaire, reboisement, planification familiale.

Limites/Difficultés

- Certains sites du projet très difficiles d'accès n'ayant pas permis de travailler de manière aisée
- Des besoins des bénéficiaires et partenaires administratifs allant bien au-delà des disponibilités du projet
- Certaines confusions de certains partenaires sur le mandat de la FAO et une mauvaise compréhension ou difficile acceptation des procédures de la FAO
- Retard dans les décaissements ayant entraîné des retards dans la mise en œuvre, dans la disponibilité à temps des semences, les PSE etc
- Plusieurs nouveaux indicateurs de CAFI/FONAREDD à renseigner pour la phase additionnelle

Mesures d'atténuation prises

- Bien clarifier dès le départ avec les bénéficiaires et partenaires et continuer de les sensibiliser sur le fait que le projet ne pourra jamais financer ce qui n'est pas prévu le document du projet validé par les bailleurs ou du PTBA (important aux CLD et au CARG, chefs de secteur de s'imprégner du PTBA et de faire un compte rendu fidèle aux communautés locales de ce que peut ou non faire le projet)
- Le projet est un projet d'appui à la lutte contre la déforestation à la base et non un projet de développement en tant que tel (le développement est plutôt une conséquence du projet), et ceci devra toujours être rappelé aux différents bénéficiaires
- Les procédures de la FAO sont reconnues internationalement et approuvées par tous les pays membres de la FAO dont la RDC. Elles existent depuis 1945 et ne peuvent pas être changées sans passer par la validation de tous les membres de la FAO et son conseil



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



d'administration. Il faut continuer la sensibilisation des partenaires sur leur nécessité pour la bonne gestion des fonds

- L'acquisition des semences et les PSE seront directement mis en œuvre directement par le partenaire WWF et ne passera plus par FAO dans le cadre de l'OPIM.
- Le déficit de communication sur les avancées du projet pallié avec des compte-rendus trimestriels d'avancement du projet qui se poursuivront, des missions de suivi et de mise en œuvre avec les services de l'administration et ministères prévues aussi pour une plus grande implication des partenaires.

3.8. Réaction des participants et recommandations

Après la présentation du bilan de la phase initiale de PIREDD Equateur, les échanges avec les participants ont porté sur les points suivants :

- **Dircab MINAGRI Equateur. AVEC :** ce qui a été fait à Bikoro et Ingende par rapport au suivi des CLD. Est-ce que des accompagnements techniques de wwf sont prévus pour cette phase additionnelle ?

Les AVEC ont généré beaucoup d'argents et n'ont plus besoin d'un autre appui du projet. Elles ont en revanche besoin d'un appui des autorités pour la pérennisation des leurs initiatives.

- **Secrétaire exécutif de la province :** Elaboration PSAT ; d'autres techniciens ne consultent pas les villageois dans la collecte des données notamment pour les limites entre village. D'où les risques des conflits entre communautés.

4. Présentation des objectifs de la phase additionnelle

Dans sa deuxième intervention, monsieur Laurent Senga a présenté les objectifs de la phase additionnelle 2024-2025 et l'addendum Suède 2024-2027.

Quant aux composantes, cinq ont été retenues pour la phase additionnelle 2024-2025 (Foresterie, Energie, Agriculture, Gouvernance, Aménagement du Territoire). Mais pour l'addendum de Suède 2024-2028, la composante démographie s'ajoutera aux 5 autres. L'orateur a chuté en présentant les activités et cibles à atteindre par composante lors de la première année de la phase additionnelle. Il s'en est suivi les commentaires et préoccupations des participants.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



Réactions participantes : Mécanisme de mise en œuvre du PDL PAP étant donné l'esprit différent des PAP de ville et ceux vivant dans les villages. Cette préoccupation, soulevée par le DIRCAB du ministre provincial de l'intérieur a été partagée ; l'occasion pour M. Laurent de préciser qu'il s'agit bel et bien du plan de développement des PAP de Bokatola qui est ici visés.

Coordonnateur provincial des pouvoirs coutumiers : observation : nous devons sentir et voir comment les travaux sont réalisés sur terrain pour ne pas être des figurants.

Ministre santé : Plaidoyer. Composante familiale non reconduite à la phase additionnelle. Quelle est la motivation de sa suppression alors même où elle est plus importante surtout que le préservatif protège aujourd'hui également contre le Monkey pox. Cette composante n'est pas prise en compte car FONAREDD développe déjà un programme national de planification familiale dans lequel Equateur sera pris en compte.

5. Présentation et validation du PTBA

Pour chaque composante, il a été présenté les activités, les cibles attendues ainsi que le budget alloué à l'activité. Ainsi, le budget alloué aux activités de chaque composante du PIREDD Equateur pour l'année 1 se présente comme suit :

Composantes	Budget annuel
Gouvernance	726000
Aménagement du territoire	1000000
Foresterie	803000
Agriculture	1400000
Energie	833000

Après cette présentation, l'occasion était donnée aux participants pour leurs commentaires et observations.

DIRCAB MINAGRI : composante agriculture. Pas de mention sur les appuis institutionnels. Les matériels informatiques octroyés autre fois sont inopérants. N'est-il pas possible de penser aux appuis institutionnels pour améliorer tant soit peu les conditions de travail ?

Secrétariat permanent PIREDD, Jean de Lou : Agriculture aura au moins 25% du budget de l'année 1 de la phase additionnelle, ce qui est très encourageant au regard du mandat de la FAO



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



et rencontre la vision du chef de l'Etat d'où notre responsabilité commune à nous impliquer pour la réussite de ce projet.

6. RECOMMANDATIONS

- Impliquer les autorités coutumières dans le suivi des activités sur terrain ;
- Distribuer les documents au moins 48 h avant la tenue du COPIL ;
- Renforcer les capacités des agronomes terrain mais aussi les outiller en matériel de mobilité pour un suivi efficace des activités ;
- Faire apparaître le budget des activités de sensibilisation qui doivent être menées par le secrétariat technique permanent ;
- Associer les chefs des secteurs, les agronomes terrain et autres acteurs dans le choix des bénéficiaires du projet pour éviter de désorienter les cibles du projet ;
- Faire participer la province à toutes les réunions de décision de mise en œuvre du projet ;
- La révision de l'arrêté provincial n°2010/019/CAB/PROGOU/EQ/DC/PLB/2020 du 21 mars 2012 portant mis en place du COPIL de PIREDD Equateur afin de prendre en compte les chefs des nouveaux secteurs d'extension du projet et modifier la composition du Secrétariat technique permanent en intégrant la coordination provinciale de l'environnement en remplacement du conseiller du ministre provincial en charge de l'environnement et un expert de l'aménagement du territoire ainsi qu'un membre de la coordination d'étude et planification et suivi des actions des partenaires.
- Accorder une importance particulière à la sensibilisation des autorités politiques et administratives ainsi que des communautés cibles du projet ;
- Construire des bureaux de CLD ;
- Orienter les fonds de la Suède vers l'amélioration de vie des communautés pour accompagner la vision de l'économie verte prônée par la province ; ce qui implique la mise en œuvre de PSG et des PSAT déjà élaborés ;
- Que la phase additionnelle soit d'octobre 2024 à octobre 2026 pour le financement CAFI et jusqu'à octobre 2028 pour le financement suédois ;
- Organiser un COPIL particulier pour la validation du PTBA partie suède ;
- CAFI demande à la FAO de respecter les décisions des structures de gouvernance du FONAREDD et de mettre en œuvre les engagements de la [Décision 05/11/23](#) du COPIL du FONAREDD en vue de signer le protocole d'accord de 1.79 MUSD avec le WWF et de transférer au WWF, dans un délai de 10 jour ouvrable, le montant de 897,500 USD à titre de 1^{ère} tranche de financement ;



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD



- CAFI note que le rapport semestriel 2024 a été soumis avec un retard de 15 jours par rapport aux dates prescrites dans le Manuel d'opérations du FONAREDD ; CAFI rappelle à la FAO que, conformément à la Décision [EB.2023.26](#), aucune prolongation, avec ou sans frais, ne sera accordée aux projets qui, à plusieurs reprises, n'ont pas respecté les délais et le format de rapport définis dans le Manuel d'opérations du FONAREDD/CAFI;
- CAFI demande à la FAO de fournir un état de suivi des recommandations du 6^{ème} Copil-projet de mars 2023 ;
- En ce qui concerne la finalisation du rapport semestriel 2024 et pour les exercices de rapportage à venir, CAFI demande à la FAO de prendre en compte les éléments suivants :
 - Clarifier les résultats atteints (résultats présentés en cumulatif plutôt que sur la seule période de rapportage, cibles absentes ou identiques aux résultats) ;
 - Fournir l'hyperlien du PTBA de l'année en cours ;
 - Fournir les documents permettant d'attester la mise en place des protocoles d'accord et TdR déjà finalisés ainsi que des hyperliens pour chaque livrable majeur du projet ;
 - Renseigner le nombre de bénéficiaires directs et indirects atteint par le projet ;
 - Mettre à jour le lien google drive de l'Annexe 1 (tableau des indicateurs) dans le corps du rapport ;
- CAFI demande à la FAO d'accroître la communication sur les réalisations du projet à travers des photos et autres supports de communication ;
- Enfin, CAFI salue l'effort dans la provision des shapefiles et le respect des lignes directrices et souligne l'importance de continuer à fournir les shapefiles via l'espace collaboratif conjoint FAO/FONAREDD/CAFI.

Commencée à 10h30, la session du COPIL a pris fin à ...



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FONDS
NATIONAL
REDD

